

Géographie : discours et avenir

Rodolphe De Koninck and Jacques Lévy

Volume 32, Number 87, 1988

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/021991ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/021991ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

De Koninck, R. & Lévy, J. (1988). Géographie : discours et avenir. *Cahiers de géographie du Québec*, 32(87), 363–368. <https://doi.org/10.7202/021991ar>

POUR LA SUITE...

GÉOGRAPHIE : DISCOURS ET AVENIRS

par

Rodolphe DE KONINCK

*Département de géographie, Université Laval,
Québec, G1K 7P4*

et

Jacques LÉVY

EspacesTemps, B.P. 117, 75463, Paris Cedex 10

*
* *

Au moment de conclure — provisoirement — cette aventure, nous nous garderons de nous prétendre arbitres : l'idée de ce débat, le choix de ses participants et le scénario retenu étaient de la responsabilité des deux revues. Nous avons constamment exprimé un point de vue et sur la géographie, et sur la manière d'évaluer son état présent. À l'heure du bilan, nous souhaitons seulement dire ce qui, à notre avis, a constitué l'apport le plus marquant de l'événement.

LE QUESTIONNEMENT INITIAL OU LE RISQUE CALCULÉ

Lorsque, en mai 1987, nous avons mis en marche le projet qui consistait à réunir, autour d'une interrogation sur l'état de la géographie, des géographes provenant de part et d'autre de l'Atlantique, nous étions conscients des risques impliqués. D'abord celui inhérent à la cueillette de textes pour lesquels un minimum d'instructions avait été fourni quant à la nature souhaitée de leur contenu. Ensuite, n'était-il pas encore plus risqué de demander aux auteurs de respecter des échéances précises, non seulement pour le dépôt de leur texte, mais aussi pour celui de leurs commentaires concernant les textes de leurs collègues outre-Atlantique ? Enfin, plus fondamentalement, planait le spectre qui menace tout colloque à caractère épistémologique — celui de la Tour de Babel. Pourtant, des lignes de force sont apparues. Elles concernent tout à la fois les différences et les convergences.

LA LARGEUR DE L'ATLANTIQUE

S'agissant de divergences, nous étions autorisés à postuler qu'il en existait entre les deux rives de l'océan. Certes, il faut souligner que les personnes impliquées dans ce colloque transatlantique ne sauraient, ni individuellement ni collectivement, être considérées comme les représentants d'une quelconque école européenne ou américaine. De plus, certains des géographes dits « américains » ont un passé européen récent, alors que plusieurs de ceux ayant contribué au dossier publié par *Espaces Temps* ont eux-mêmes été très impliqués dans la géographie américaine. À vrai dire, l'interaction est ancienne, profonde et persistante comme en témoigne le fait que l'une des contributions, celle-là versée au dossier des Amériques, provient de deux pôles apparemment extrêmes, Oxford (David Harvey) et Los Angeles (Allen Scott) ! Pourtant malgré ces évidentes communautés qui transcendent les appartenances continentales, des différences demeurent perceptibles. Celles-ci concernent ce que l'on pourrait appeler le rapport affectif à la géographie.

Plusieurs auteurs, tant d'Europe que d'Amérique, font allusion au passé de la discipline, la plupart en tirant des conclusions positives pour convenir soit d'une continuité féconde, soit de ruptures libératrices. Il en est tout de même un bon nombre, tout particulièrement en Europe, qui témoignent d'angoisses aux accents quasi métaphysiques et, s'installant sur le divan du psychanalyste, manifestent parfois des complexes à l'endroit des disciplines connexes, telle la sociologie. À cet égard, les interrogations pourtant classiques au sujet des liens entre l'histoire et la géographie ont été peu soulevées, ce qui peut surprendre. Quoi qu'il en soit, le mode affectif frisant même le narcissisme n'était pas absent chez plusieurs.

D'autres semblent moins enclins à la tourmente rétro et introspective. C'est parmi ceux-là, plus nombreux en Amérique, que l'on trouve d'une part les définitions les plus catégoriques de la géographie et d'autre part l'identification la plus résolue des responsabilités et des tâches des géographes. Certes quelques Européens formulent des propositions fort claires quant aux immenses possibilités offertes aux géographes : ces nouveaux architectes de la discipline ne proviennent pas seulement du Nouveau Monde. Mais il semble bien que les géographes européens soient portés à emprunter un itinéraire plus compliqué — plus sage et moins naïf, diraient certains — pour répondre aux questions concernant les acquis de la discipline tout comme ses mandats.

On pourrait formuler une hypothèse sur les fondements d'une telle différence. Il semble bien qu'à l'heure actuelle le statut institutionnel de la discipline soit mieux assuré, toutes nuances confondues, en Europe qu'en Amérique. Cette sécurité, relative, accorderait-elle aux géographes européens — tout au moins à un plus grand nombre d'entre eux — le loisir d'une réflexion philosophique plus large sur l'état de la géographie et leur manière de « géographier » ? Outre que cela ne soit pas nécessairement évident, philosophie et pratique n'étant pas inconciliables, bien au contraire, il faut rappeler que le questionnement initial incitait sans doute beaucoup à l'introspection.

Pourtant et enfin, on ne peut éviter de remarquer le peu d'attention accordé par les participants à la question de l'emploi des jeunes géographes. Un seul auteur, par ailleurs européen, a abordé très brièvement cette question. Rares sont les évocations précises du problème du sous-emploi des géographes et des solutions possibles. En revanche, pratiquement tous les auteurs ont émis des opinions sur l'état de la discipline même. Et c'est sans doute là qu'apparaissent les idées les plus intéressantes, porteuses de réelles convergences transatlantiques.

DÉSENCLAVEMENT : À SUIVRE

La géographie s'est ouverte sur l'extérieur. Elle a assimilé un certain nombre de techniques, notamment mathématiques, qui sont désormais, a-t-il été dit lors du colloque de Paris, « en nous, donc derrière nous ». Elle a lu des philosophes et elle continue. Elle accepte peu à peu de recomposer la perception de ses proximités relatives : la sociologie rééquilibre la géologie, la science politique complète l'économie. Elle accepte mieux l'idée qu'innovation et déplacement sont indissociables : ce qu'on invente, on va le chercher quelque part, dans une autre discipline, dans un autre genre de discours. Tous les coups sont donc permis à condition qu'au bout du compte on gagne à la fois en simplicité et en capacité explicative, que l'on fabrique des modèles à la fois plus simples, plus efficaces et mieux reliés au reste de notre connaissance.

La géographie a été un bunker ; le risque de devenir une éponge (selon le mot de Jean-Louis Fabiani), informe parce que trop informée, ne la guette pas. Et pourtant, on perçoit nettement que l'anxiété de voir son identité disparaître n'a pas abandonné l'esprit des géographes qui ont participé à notre débat, comme on a pu le voir notamment chaque fois que les « discutants » non géographes du colloque de Paris interpellaient, avec bienveillance, la géographie. Cette sensation de déficit d'identité ne peut porter sur la connaissance technique, qu'on devrait cesser de confondre avec les méthodes et dont les nouveautés se répandent désormais sans trop de retard, même si les enquêtes qualitatives restent trop peu mobilisées. À l'autre bout de la chaîne, la recherche des conditions extérieures de la pratique scientifique fascinent un certain nombre de géographes qui, à la suite de Kuhn, discutent avec passion de leurs paradigmes, particulièrement dans leurs dimensions éthiques. Mais on semble s'intéresser beaucoup moins à la partie proprement épistémologique de la philosophie, jugée « scientiste » ou « normative ». On ne voit pourtant pas très bien comment l'explicitation des démarches permettant de produire des discours à visée scientifique pourrait ne pas avoir de conséquences sur ceux-là mêmes qui veulent pratiquer ces démarches. Une épistémologie non normative n'est plus épistémologique mais seulement historique : elle relève de la généalogie des savoirs et non de l'outillage heuristique. C'est tout le volet épistémologie-méthodologie-problématiques-théories qui semble avoir du mal à trouver expression dans les réunions de géographes. Ainsi, si la « périphérie » est bien balisée, c'est le « centre » qui fait problème.

LES IMPLICITES DE LA THÉORIE

« Vous avez la philosophie audacieuse, mais la science timide », disait Jean-Louis Fabiani. Lorsque l'on découvre que l'individu constitue un objet et une instance décisifs dans les sociétés d'aujourd'hui, il paraîtrait logique d'aller faire un tour du côté de la sociologie et de la psychologie (au sens large) ; et pourtant, on voit fleurir une « géographie humaniste » qui tend à confondre le sujet et l'objet, la subjectivité et le subjectivisme, les motivations du chercheur et ses finalités. On a le sentiment d'une certaine fragilité, qui fait succéder au néo-positivisme le plus décharné des accès d'inquiétude métaphysique tout aussi débridés. De ce point de vue, les francophones ont su atténuer les « coups de barre » qui caractérisent certains secteurs de la géographie (et des autres sciences sociales) anglo-saxonne(s). On peut néanmoins s'interroger sur la stabilité de l'édifice théorique actuel.

C'est toute la question de l'existence de noyaux durs en géographie : les interactions entre nœuds dans les réseaux et le découpage des espaces, propose un intervenant ; la

carte et la région, suggère Hervé Guillorel, soutenu par plusieurs participants. L'espace, comme structure et comme système, en somme... Soit! Mais encore? Est-ce un contenu ou un contenant? Pour certains, il existe des « lois générales » de l'espace, indépendantes des sociétés et de leurs logiques; la géographie consistera à étudier l'intersection entre le social et le spatial. Pour d'autres, l'espace géographique est une dimension du social, il s'y inclut comme les autres sciences humaines; il s'inscrit alors dans une axiomatique générale des sociétés, à partir de laquelle l'espace devient une *grille de lecture* de l'ensemble des phénomènes du social. Cette opposition ne peut pas être prise à la légère, même s'il ne faut pas « cuirasser » de telles oppositions, même s'il convient de ne pas prendre à la lettre les discours-programmes, même si les vrais clivages se situent dans le contenu concret des recherches. Parmi les géographes qui sont les héritiers et souvent les acteurs du renouveau épistémologique de la discipline, cette ligne de partage demeure essentielle. L'exigence de l'explicite, qui, depuis les années soixante, a fait reculer l'archaïsme, devait s'appliquer aussi aux cadres théoriques.

Il règne encore trop d'à-peu-près dans ce domaine. L'impression existe parfois que, par souci que chacun s'y retrouve, on serait prêt à additionner, dans un langage mis au goût du jour, les différentes définitions traditionnelles de la géographie. Les réponses très économiques aux appels du pied pourtant clairs de Jean-Claude Delaunay, en faveur d'un espace géographique qui inclurait l'espace économique sans s'y réduire, montrent que l'idée d'une géographie capable de traverser toute la société ne fait pas l'unanimité. Le statut de la nature en offre aussi un bon exemple: entre un extrême (la géographie, science naturelle et sociale) et l'autre (la géographie ayant, exactement comme les autres sciences sociales, un point de vue social sur la nature), on évolue sans doute du premier vers le deuxième, mais en inventant au passage toutes les formules de « repli élastique » imaginables. On en vient à se demander si l'institution, dans ses rigidités autoritaires (l'agrégation française en est la caricature) mais aussi dans ses dimensions sociologique (l'existence d'un groupe social des géographes tendant à se reproduire) ou même psychologique (comment adopter une attitude exclusive à l'égard de ses collègues ou amis?), n'est pas plus résistante qu'on aurait pu le croire. On finit par penser que, au moins autant que les lents processus de convergences intellectuelles, c'est la volonté de rester ensemble dans la maison Géographie qui réunit les géographes.

VERS UN NÉO-CLASSICISME ?

Ses mutations récentes ont eu pour effet de remettre la géographie en course. Écartant peu à peu les scories qui obscurcissaient son projet, elle devient plus capable d'initier une politique de l'offre qui contribue à définir la demande sociale en même temps qu'elle y répond. Les géographes s'en trouvent un peu plus sûrs d'eux-mêmes pour se lancer sur de nouveaux chantiers: géographie des représentations, géographie politique, renouveau de la cartographie, etc. Mais cette relance comporte un risque, celui de retomber dans la dangereuse tranquillité de naguère. La géographie française, plus nettement que d'autres, a bénéficié pendant des décennies de débouchés stables dans le système éducatif. Il en est résulté un pilotage par l'aval qui a aligné la recherche sur le niveau moyen de la demande extérieure. La géographie a tendu à devenir un savoir descriptif et encyclopédique à l'image de ceux que diffusait l'école de la Troisième République. Aujourd'hui la nature des demandes explicites a changé, tant en Europe qu'en Amérique. Les partenaires se sont diversifiés: élus et administrations,

mais aussi grand public « cultivé » ou « banal ». De cette chance incontestable pourrait resurgir la tentation de renouer avec la tradition littéraire de la géographie. Au nom de la nécessaire adaptation du discours à une large divulgation, on en viendrait à renoncer à la rigueur, à la complexité, et à se fondre dans les modes du moment. De même que les musiques tonales ont résisté à la révolution de Schönberg, Berg, Webern et continuent, avec les variétés, à dominer la production, de même pourrait-on imaginer que des variétés géographiques, qui peuvent être des bonnes variétés et qu'on ne saurait blâmer en elles-mêmes, n'étouffent la musique contemporaine de la géographie scientifique.

Une telle « rechute » nous paraît évitable si le souci de rendre accessibles les travaux les plus novateurs s'intègre dans la démarche de leurs auteurs. Il y a là un acquis irréversible : la recherche est une activité de communication. L'appropriation des connaissances par les différents consommateurs concernés, du chercheur lui-même au citoyen curieux en passant par les communautés scientifiques, doit être le souci permanent de leurs producteurs. Ce que nous savons des processus cognitifs semble montrer que beaucoup de choses sont possibles en ce sens. Cela suppose que les géographes assument la rupture avec ce qu'on pourrait appeler le modèle romanesque. L'expression scientifique peut faire flèche de tout bois et il n'y a aucune raison de lui interdire un quelconque mode d'exposition, y compris emprunté à d'autres formes de discours. Nous avons déjà l'habitude de combiner les langages graphiques (dont la carte) — à la lecture spatiale, instantanée — et les formes discursives (dont la langue « naturelle ») — à la lecture chronique, séquentielle. On peut sûrement élargir l'éventail, sans pour autant faire comme si la géographie était un genre littéraire. Ici une attitude contemplative vis-à-vis du passé pourrait se muer en nostalgie et proposer comme fondement de l'identité géographique ce qui a au contraire limité son développement.

Voilà donc encore une question vive, qui renvoie au débat sur la pertinence du projet scientifique. Dire que la géographie se définit par un point de vue, cela paraît ne point faire problème : les objets des sciences ne sont rien d'autres qu'une manière particulière de lire les rapports existant entre les choses. Mais dire que la géographie n'est qu'un « état d'esprit », c'est une autre démarche, qui ne nous semble pas très productive.

ÉLOGE DU FROTTEMENT

Les géographes sont une première fois sortis de l'unanimité. La pluralité théorique s'impose ; il serait bon que le pluralisme s'installe. En organisant ce débat, les *Cahiers de géographie du Québec et Espaces Temps* voulaient instaurer la confrontation des points de vue comme procédure normale de diffusion de l'innovation. Qu'elles soient complémentaires ou contradictoires, voire antagoniques, les idées doivent pouvoir circuler sans entrave. Cela paraît relever du simple bon sens, et pourtant vivre heureusement la conflictualité implique souvent de longs apprentissages. À la suite de Maurice Godelier, les mots de « préconsensus » puis de consensus ont parcouru les journées des 2 et 3 juin. Ce n'est peut-être pas seulement l'air du temps politique qui a porté ces termes dans notre assemblée. Beaucoup les ont employés pour les récuser, d'autres pour les craindre, d'autres encore pour les louer. En tout état de cause, il n'y a de consensus que par opposition à son contraire. Nous pouvons désormais penser le consensus, réel ou virtuel, parce que nous assumons le dissensus, les dissensus qui nous traversent nous, institution, groupe, individu. Souvent, le consensus n'apparaît

que lorsque le débat est mort : l'on se réveille un matin et l'on s'étonne que le problème ne se pose plus. Sans doute en sera-t-il ainsi de maint clivage qui nous agite ou nous a agités. L'important est au fond moins de convaincre l'autre que de l'aider à bouger. Il reste toujours difficile de savoir où va un mouvement d'idées, plus encore un nœud inextricable de pensées, d'actions et d'habitus. Du moins sommes-nous un peu moins mal armés pour penser le mouvement qui nous entraîne en même temps que nous contribuons à l'animer.

Nous avons cherché une formule qui minimise les scrupules et la diplomatie et maximise l'engagement et la franchise. Tant dans sa dimension épistolaire que dans sa dimension « physique », ce colloque aura dans l'ensemble donné satisfaction. À l'instar de la ville qui tire sa force des multiples frottements qu'elle rend possibles entre les acteurs d'une société, la géographie peut gagner beaucoup à multiplier les lieux où l'on évalue, l'on discute et l'on projette en toute liberté. Nous nous emploierons à en promouvoir de nouveaux.